

Madame Sylvie Assailly-Brizio Fédération SUD Collectivités Territoriales
Monsieur Laurent Berger Secrétaire général de la CFDT
Madame Marie-Sophie Desaulle Présidente de la FEHAP
Monsieur Eric Heitz Secrétaire général de la CFTC
Monsieur Philippe Martinez Secrétaire général de la CGT
Monsieur Alain Raoul Président de NEXEM
Monsieur Frédéric Souillot Secrétaire général de FO

LETTRE OUVERTE

Paris, le 13 octobre 2022

Madame la Présidente,
Monsieur le Président,
Madame la Secrétaire générale,
Monsieur le Secrétaire général,

Au cours des dernières semaines, nos organisations, patronales et de salariés, se sont mobilisées pour que des mesures soient prises afin de faire cesser la profonde crise du travail social dans notre pays, d'autant plus inquiétante que les besoins des personnes en précarité et en fragilité demeurent et même s'étendent.

Nous avons demandé sous des formes diverses au gouvernement et aux départements de prendre leurs responsabilités pour que les salarié(e)s des structures sociales et médico-sociales bénéficient pleinement des revalorisations au titre de l'extension du Ségur et afin que des mesures prennent en compte l'impact pour nos structures de la hausse de l'indice, comme dans la fonction publique, pour compenser l'inflation.

Le gouvernement et les départements n'apportent pas pour l'heure de réponses satisfaisantes à nos demandes. Nous allons les uns et les autres poursuivre nos actions de sensibilisation auprès des parlementaires alors que se déroulent les débats budgétaires.

Mais nous devons amplifier notre mobilisation collective pour être enfin pleinement entendus.

Nous n'ignorons pas les enjeux et les différences de points de vue voire les désaccords entre partenaires sociaux. Ils sont consubstantiels à la démocratie sociale et ont vocation à être abordés dans des cadres dédiés.

Mais il nous apparaît qu'obtenir des réponses à la hauteur de la part de l'Etat et des départements relève de l'intérêt supérieur des personnes accompagnées et des salarié(e)s des secteurs sociaux et médico-sociaux et constitue un but commun à l'ensemble de nos organisations.

Ce n'est qu'unis que nous nous ferons pleinement entendre.

C'est pourquoi nous vous sollicitons par la présente, afin de poser les bases d'une discussion collective en vue d'une mobilisation commune, sans préjudice des désaccords qui demeurerait par ailleurs, pour obtenir de l'Etat et des départements la complète mise en œuvre des mesures de revalorisation salariale comme des mesures compensatoires à la hausse de l'indice.

Demeurant à votre disposition pour ces échanges en commun, nous vous prions de croire, Madame la Présidente, Monsieur le Président, Madame la Secrétaire générale, Monsieur le Secrétaire général, en l'expression de notre considération solidaire.

Pascal Brice
Président
(Bénévole)



Lou Jane Hamida
Vice-Présidente
(Personne accompagnée)



Karim Zarkout
Membre du Bureau national
(Travailleur social)

